



TRANSITIONAL
J U S T I C E
WORKING GROUP



FIDH FÉDÉRATION INTERNATIONALE
POUR LES DROITS HUMAINS

LETTRE

des ONGs de défense des droits humains pour

Monsieur le Président de la République

EMMANUEL MACRON

à l'occasion de la visite officielle du

Président et Secrétaire Général du

Parti Communiste Vietnamien **TÔ LÂM**

À l'attention de Monsieur Emmanuel Macron
Président de la République française
Palais de l'Élysée
55, rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris

Le 7 septembre 2026

Objet : Visite de M. Tô Lâm en France – Pour que les droits humains restent au cœur du partenariat franco-vietnamien

Monsieur le Président,

À l'occasion de la visite en France de M. Tô Lâm, Secrétaire général du Parti communiste vietnamien et Président de la République socialiste du Vietnam, du 9 au 11 septembre 2026, nos organisations souhaitent vous appeler à faire des droits humains une composante essentielle de vos échanges avec les autorités vietnamiennes.

En mai 2025, à l'occasion de votre visite au Vietnam, plusieurs organisations de défense des droits humains vous avaient déjà alerté sur la dégradation continue de la situation des libertés fondamentales dans ce pays. Depuis, les préoccupations que nous exprimions demeurent largement sans réponse.

La France et le Vietnam ont pourtant considérablement renforcé leurs relations. En octobre 2024, les deux pays ont élevé leur relation au niveau de partenariat stratégique global, faisant de la France le premier pays européen à obtenir ce statut. Dans leur déclaration commune, les deux gouvernements ont expressément réaffirmé leur attachement à la Charte des Nations unies ainsi qu'à « la promotion et la protection des droits de l'Homme et des libertés fondamentales ».

Cette affirmation ne peut rester symbolique.

Le Vietnam demeure l'un des États les plus restrictifs d'Asie à l'égard des libertés d'expression, d'association, de réunion et de religion. Les défenseurs des droits humains, journalistes indépendants, militants politiques et représentants de communautés religieuses ou ethniques continuent d'être poursuivis sur la base de dispositions pénales peu précises, notamment celles relatives à la « propagande contre l'État », à « l'abus des libertés démocratiques », et la lutte contre le terrorisme.

Cette situation a été relevée par plusieurs experts indépendants des Nations Unies qui ont notamment dénoncé des violations manifestes du droit à un procès équitable lors de procès de masse expéditifs menés par des tribunaux mobiles, à l'encontre des Montagnards, minorité religieuse des Hauts Plateaux du Centre du Viet Nam.

Lors de l'examen du Vietnam au titre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques en juillet 2025, le Comité des droits de l'homme s'est déclaré préoccupé par les allégations de disparitions forcées et de répression transnationale.

Cette répression se manifeste notamment par le détournement des notices rouges d'INTERPOL contre des défenseurs des droits humains et le recours à des procédures d'extradition politiquement motivées. Le Comité a demandé au Vietnam d'enquêter de manière impartiale, approfondie et transparente sur ces faits, d'en poursuivre les responsables et de garantir réparation aux victimes et à leurs familles.

Parallèlement à l'instrumentalisation des outils de la coopération policière et judiciaire internationale, des militants ayant fui le Vietnam sont poursuivis ou condamnés en leur absence. Des réfugiés et demandeurs d'asile vietnamiens ont été victimes de pressions et d'intimidations dans des pays tiers. Des membres de la diaspora font l'objet de surveillance, de menaces et de campagnes de harcèlement, tandis que leurs proches restés au Vietnam peuvent être soumis à des pressions en représailles de leurs activités à l'étranger.

Ces pratiques concernent désormais directement l'Europe. Des journalistes et défenseurs des droits humains établis en Allemagne, notamment Lê Trung Khoa et Nguyễn Văn Đài, ont été condamnés in absentia à de lourdes peines au Vietnam alors qu'ils se trouvent hors du territoire vietnamien. De telles procédures constituent non seulement une atteinte aux droits des personnes concernées, mais également une tentative d'intimider les communautés vietnamiennes et de réduire au silence la dissidence au-delà des frontières du Vietnam à travers la répression transnationale.

La France ne peut considérer cette répression comme une question strictement interne au Vietnam lorsqu'elle touche des citoyens, résidents, réfugiés ou défenseurs des droits humains présents sur le territoire européen.

Nous sommes pleinement conscients de l'importance stratégique des relations entre la France et le Vietnam. La coopération économique, scientifique, culturelle, universitaire, environnementale et de défense peut être bénéfique aux deux peuples. Nous sommes également convaincus qu'un dialogue politique étroit avec Hanoï est plus utile qu'un isolement du Vietnam.

Mais précisément parce que la France et le Vietnam ont choisi d'approfondir leur relation, la France doit être en mesure d'aborder directement la question des droits humains.

Nous vous demandons donc, Monsieur le Président, de faire de ces principes une réalité lors de vos échanges avec M. Tô Lâm.

Nous vous appelons notamment à :

- demander publiquement la libération des prisonniers de conscience, défenseurs des droits humains et membres de minorités ethniques et religieuses détenus pour l'exercice pacifique de leurs libertés fondamentales, notamment Phạm Đoan Trang, Nguyễn Lân Thắng, Lê Đình Lượng, Nguyễn Trung Tôn, Trịnh Bá Phương, Trịnh Bá Tư, Cấn Thị Thêu, Phạm Chí Dũng, Y Quynh Bdap et Y Krec Bya et d'autres personnes détenues pour leurs opinions ou leurs activités pacifiques ;
- aborder explicitement la question de la répression transnationale vietnamienne, notamment les poursuites et condamnations prononcées contre des dissidents vivant en Europe, ainsi que les intimidations visant leurs familles et les membres de la diaspora ;
- demander aux autorités vietnamiennes de mettre fin à l'utilisation des dispositions pénales relatives à la sécurité nationale et à la lutte contre le terrorisme pour

criminaliser l'exercice pacifique de la liberté d'expression, d'association et de religion ;

- encourager le Vietnam à coopérer pleinement avec les mécanismes des Nations unies relatifs aux droits humains et à mettre en œuvre leurs recommandations ;
- et enfin, veiller à ce que l'approfondissement de la coopération économique, sécuritaire et technologique entre la France et le Vietnam soit conditionnée au respect par le Viet Nam de ses engagements internationaux en matière de droits humains

La France a toujours affirmé que ses partenariats internationaux ne reposent pas uniquement sur ses intérêts économiques ou stratégiques, mais également sur des principes et des valeurs. À l'heure où le Vietnam cherche à renforcer son rôle international et où l'Union européenne elle-même vient d'approfondir son partenariat stratégique avec Hanoï, la voix de la France est particulièrement importante.

Monsieur le Président, le renforcement du partenariat franco-vietnamien ne devrait pas conduire la France à se montrer plus silencieuse sur les violations des droits humains. Il devrait au contraire lui donner davantage de possibilités et de responsabilités pour les défendre.

Nous vous demandons donc de faire entendre, lors de la visite de M. Tô Lâm, une voix française fidèle à ses valeurs : une voix de dialogue, mais aussi une voix de principe ; une voix qui rappelle que la souveraineté et les intérêts nationaux ne peuvent jamais justifier la répression des libertés fondamentales.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre très haute considération.

Signataires:

ACAT Allemagne

ACAT Belgique

ACAT France

ACAT Italie

ACAT Sénégal

ACAT Tchad

Fédération Internationale pour les Droits Humains (FIDH)

Ligue des Droits Humains (LDH)

Quê Me : Comité Vietnam pour la Défense des Droits de l'Homme

Solidarité Chine

Transitional Justice Working Group

Viet Tan

Institut Ouïghour d'Europe

To: Mr. Emmanuel Macron
President of the French Republic
Palais de l'Élysée
55, rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris

7 September 2026

Subject: Visit of Mr. Tô Lâm to France – Ensuring that human rights remain at the heart of the Franco-Vietnamese partnership

Mr. President,

On the occasion of the visit to France of Mr. Tô Lâm, General Secretary of the Communist Party of Vietnam and President of the Socialist Republic of Vietnam, from 9 to 11 September 2026, our organisations wish to call on you to make human rights an essential component of your discussions with the Vietnamese authorities.

In May 2025, during your visit to Vietnam, several human rights organisations had already drawn your attention to the continued deterioration of fundamental freedoms in that country. Since then, the concerns we raised have remained largely unaddressed.

France and Vietnam have nevertheless significantly strengthened their relationship. In October 2024, the two countries elevated their relationship to the level of a Comprehensive Strategic Partnership, making France the first European country to obtain this status. In their Joint Declaration, both governments expressly reaffirmed their commitment to the United Nations Charter, as well as to “the promotion and protection of human rights and fundamental freedoms.”

This commitment cannot remain merely symbolic.

Vietnam remains one of the most restrictive states in Asia with regard to freedom of expression, association, assembly and religion. Human rights defenders, independent journalists, political activists, and representatives of religious or ethnic communities continue to be prosecuted under vaguely worded criminal provisions, including those relating to “propaganda against the State”, “abuse of democratic freedoms”, and counter-terrorism.

This situation has been highlighted by several independent United Nations experts, who have notably denounced clear violations of the right to a fair trial in expedited mass trials conducted by mobile courts against Montagnards, a religious minority from Vietnam’s Central Highlands.

During Vietnam’s review under the International Covenant on Civil and Political Rights in July 2025, the Human Rights Committee expressed concern over allegations of enforced disappearances and transnational repression.

This repression includes the misuse of INTERPOL Red Notices against human rights defenders and the use of politically motivated extradition proceedings. The Committee called on Vietnam to conduct impartial, thorough and transparent investigations into these allegations, prosecute those responsible, and ensure remedies for victims and their families.

Alongside the instrumentalisation of international police and judicial cooperation mechanisms, activists who have fled Vietnam are being prosecuted or sentenced in absentia. Vietnamese refugees and asylum seekers have been subjected to pressure and intimidation in third countries. Members of the diaspora have faced surveillance, threats and harassment campaigns, while their relatives remaining in Vietnam may be subjected to reprisals because of their activities abroad.

These practices now directly affect Europe. Journalists and human rights defenders based in Germany, including Lê Trung Khoa and Nguyễn Văn Đài, have been sentenced in absentia to lengthy prison terms in Vietnam while residing outside Vietnamese territory. Such proceedings not only violate the rights of the individuals concerned, but also constitute an attempt to intimidate Vietnamese communities and silence dissent beyond Vietnam's borders through transnational repression.

France cannot regard such repression as a strictly internal matter when it affects citizens, residents, refugees or human rights defenders present on European territory.

We are fully aware of the strategic importance of relations between France and Vietnam. Economic, scientific, cultural, academic, environmental and defence cooperation can benefit both peoples. We are also convinced that close political dialogue with Hanoi is more useful than isolating Vietnam.

But precisely because France and Vietnam have chosen to deepen their relationship, France must be able to address the issue of human rights directly.

We therefore ask you, Mr. President, to make these principles a reality in your discussions with Mr. Tô Lâm.

In particular, we call on you to:

- publicly call for the release of prisoners of conscience and human rights defenders and members of religious and ethnic minorities detained in Vietnam for the peaceful exercise of their fundamental freedoms, including Phạm Đoan Trang, Nguyễn Lân Thắng, Lê Đình Lượng, Nguyễn Trung Tôn, Trịnh Bá Phương, Trịnh Bá Tư, Cấn Thị Thêu, Phạm Chí Dũng, Y Quynh Bdap and Y Krec Bya, as well as other individuals detained for their opinions or peaceful activities;
- explicitly raise the issue of Vietnam's transnational repression, including the prosecutions and convictions of dissidents living in Europe, as well as intimidation targeting their families and members of the diaspora;
- call on the Vietnamese authorities to end the use of criminal provisions relating to national security and counter-terrorism to criminalise the peaceful exercise of freedom of expression, association and religion;
- encourage Vietnam to fully cooperate with United Nations human rights mechanisms and implement their recommendations;
- and finally, ensure that the deepening of economic, security and technological cooperation between France and Vietnam is conditioned on Vietnam's compliance with its international human rights commitments.

France has always affirmed that its international partnerships are based not only on economic or strategic interests, but also on principles and values. At a time when Vietnam is seeking to strengthen its international role and the European Union itself has just deepened its strategic partnership with Hanoi, France's voice is particularly important.

Mr. President, strengthening the Franco-Vietnamese partnership should not lead France to remain more silent about human rights violations. On the contrary, it should give France greater opportunities and greater responsibility to defend them.

We therefore ask you, during Mr. Tô Lâm's visit, to make heard a French voice faithful to its values: a voice of dialogue, but also a voice of principle; a voice that reminds us that sovereignty and national interests can never justify the repression of fundamental freedoms.

Please accept, Mr. President of the Republic, the assurance of our highest consideration.

Signatories:

ACAT Germany

ACAT Belgium

ACAT France

ACAT Italie

ACAT Sénégal

ACAT Tchad

Fédération Internationale pour les Droits Humains (FIDH)

Ligue des Droits Humains (LDH)

Quê Me : Comité Vietnam pour la Défense des Droits de l'Homme

Solidarité Chine

Transitional Justice Working Group

Uyghur Institute of Europe

Viet Tan